

Brève histoire de l'occupation financière

1971 – Fin des accords de Bretton-Woods

Le système financier et monétaire international établi lors de la conférence de Bretton Woods (du 1er au 22 juillet 1944) comportait d'importantes imperfections. Il fut le résultat d'un compromis avec les puissances coloniales européennes (en particulier le Royaume-Uni), la plupart des pays d'Afrique et d'Asie étaient encore des colonies et les pays non capitalistes ne participèrent pas aux accords.

Cependant il permit de maintenir une relative stabilité économique à l'échelle mondiale.

Les choses empirèrent considérablement avec l'abandon du lien dollar-or par l'administration Nixon le 15 août 1971. Le monde devait rentrer progressivement, à partir de cette date, dans le régime des changes flottants, ce qui eut pour effet de renforcer le rôle du FMI comme gendarme de la stabilité des monnaies. Ses « conditionnalités » et « réformes structurelles » devinrent le remède de cheval standard pour tous les pays en voie de développement.

Le marché des euro-émissions et des euro-obligations en dollars qui s'était développé fortement à Londres, à partir des années 60, en dehors de toute régulation nationale ou internationale, avait créé une plateforme financière totalement dérégulée à partir de laquelle les financiers ont pu détruire de l'extérieur tout l'édifice de Bretton Woods. Fortement dopé par des capitaux américains et internationaux, le marché de l'eurodollar est devenu tellement important qu'il a d'abord dénaturé le système de Bretton Woods avant de lui porter l'estocade finale.

Au nom de l'« orthodoxie » monétaire, les pays en situation de déséquilibre se sont retrouvés sommés de dévaluer leur monnaie pour accroître leurs exportations et de ce fait leurs réserves en devises fortes ; d'instaurer des cures d'austérité draconienne et réduire les subsides sur l'alimentation et l'énergie afin de rétablir l'équilibre budgétaire ; d'éliminer toute forme d'activité économique non susceptible d'apporter des revenus à l'exportation ; enfin, de privatiser les entreprises stratégiques et les services publics ; tout ceci avec les conséquences désastreuses que l'on connaît.

Ce système économiquement destructeur est connu sous le nom de Protocole de Washington.
